



Affaire suivie par : Mylène MÉTIER – Alexandre RAVAUULT – Laurent RAULINE

Règlement de consultation (RC) pour l'appel d'offres ouvert

**LOT 1 : B25-07050 – FOURNITURE ET INSTALLATION DE MODULAIRES POUR
UNE BASE VIE ENTREPRISES EXTERIEURES**

**LOT 2 : B25-05958 – FOURNITURE ET INSTALLATION DE MODULAIRES POUR
UNE BASE VIE COMPAGNONS**

Référence : Code de la commande publique, livre Ier dispositions générales.

VISITES DE SITE	SANS OBJET
QUESTIONS DES SOUSMISSIONNAIRES A L'ATTENTION DU CEA :	AU PLUS TARD LE 29/10/2025
REPONSES DU CEA AUX QUESTIONS DES SOUSMISSIONNAIRES :	AU PLUS TARD LE 05/11/2025
REMISE DES OFFRES PAR LES SOUSMISSIONNAIRES :	AU PLUS TARD <u>LE 17/11/2025 AVANT 16H00</u>

	Commercial	Technique	
		LOT N°1	LOT N°2
	Mylène MÉTIER	Laurent RAULINE	Alexandre RAVAUULT
Téléphone	02 47 34 46 65	02 47 34 46 76	02 34 47 46 49
Secrétariat	02 47 34 40 25	02 47 34 42 36	
E-mail	mylene.metier@cea.fr	laurent.rauline@cea.fr	alexandre.ravault@cea.fr
En cas d'absence de Mylène MÉTIER : contactez Mme Camille SIMON camille.simon@cea.fr - 02 47 34 43 71			

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET	3
ARTICLE 2. PROCEDURE	3
ARTICLE 3. REFERENTIEL APPLICABLE.....	3
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5. MARCHE SENSIBLE	4
ARTICLE 6. GROUPEMENT	5
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 8. VARIANTES	5
ARTICLE 9. ECHANGES DEMATERIALISES	5
ARTICLE 10. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	7
ARTICLE 11. ORGANISATION DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 12. PRESENTATION DU DOSSIER	10
ARTICLE 13. REMISE DU DOSSIER (CANDIDATURE ET OFFRE) DU SOUMISSIONNAIRE	11
ARTICLE 14. VALIDITE DES OFFRES	13
ARTICLE 15. DISPOSITION GENERALES	13

ARTICLE 1. OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera l'appel d'offres relatif à la fourniture et à l'installation de modulaires pour les lots suivants :

- **Lot N°1 – B25-07050** – relatif à la fourniture et l'installation de modulaires pour une base vie pour les entreprises extérieures au CEA Le Ripault,
- **Lot N°2 – B25-05958** –relatif à la fourniture et l'installation de modulaires pour une base vie compagnons au CEA Le Ripault.

Le présent règlement de consultation est relatif à l'avis de marché envoyé pour publication le 15/10/2025 au Journal officiel de l'union européenne sous la référence 681810-2025 joint au Dossier de consultation des entreprises (DCE).

Le CEA invite les entreprises, ci-après également désignées par le ou les « soumissionnaire(s) », qui le souhaitent à soumettre au CEA leur candidature et leur offre conformément aux dispositions du présent règlement de consultation.

ARTICLE 2. PROCEDURE

La réglementation applicable aux marchés passés par le CEA est définie par le code de la commande publique, livre 1er dispositions générales.

La procédure de passation retenue par le CEA est l'appel d'offres ouvert.

ARTICLE 3. REFERENTIEL APPLICABLE

3.1 – Généralités

Les marchés du CEA/DAM sont soumis :

- ✓ aux Conditions générales d'achat du CEA (édition de janvier 2022),
- ✓ au Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP, édition de janvier 2021),
- ✓ à l'Instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM (référence SYM S0201 SPP INQ 09000860) complétées le cas échéant par les instructions propres à chaque centre du CEA concerné.

Les deux premiers documents sont téléchargeables sur le site <http://www.cea.fr>. Le dernier document figure dans le DCE.

3.2 - Protection du secret

Ce marché ne présente pas de dispositions relatives à la protection du secret de la défense nationale.

ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT

Ce marché est alloti en deux lots.

4.1 - Présentation des lots

Les deux lots sont les suivants :

- **Lot N°1 – B25-07050** – relatif à la fourniture et l'installation de modulaires pour une base vie pour les entreprises extérieures au CEA Le Ripault,
- **Lot N°2 – B25-05958** –relatif à la fourniture et l'installation de modulaires pour une base vie compagnons au CEA Le Ripault.

4.2 - Attribution des lots

Le soumissionnaire peut répondre à un ou plusieurs lots. **Le soumissionnaire qui souhaite répondre aux deux lots doit déposer ses deux offres distinctement pour chaque lot.**

Chaque lot fera l'objet d'une analyse indépendante suivant les critères définis à l'article 10.7 « critères de recevabilité des candidatures et de sélection des offres ». Le CEA retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse pour chacun des lots au regard de l'ensemble des critères définis dans ledit lot.

ARTICLE 5. MARCHE SENSIBLE

Qualification du Titulaire et de son personnel dans l'hypothèse d'un marché sensible

Ce marché est un **marché « Sensible »** au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

En conséquence, l'offre doit contenir sous enveloppe séparée :

- **soit un avis favorable d'enquête administrative émanant du ministère des armées en cours de validité - pour obtenir votre avis favorable, veuillez contacter l'adresse suivante : lr.ccg@cea.fr**
- **soit un dossier de demande d'enquête administrative dûment complété (Dossier disponible auprès de l'Officier de Sécurité du Centre Le Ripault - Tél : 02 47 34 55 67 –CEA Le Ripault – BP 16 - 37 260 MONTS),**

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces documents devront parvenir dans le délai de remise des offres mentionné en première page.

A défaut d'avoir fourni son attestation ou complété les pièces demandées dans le délai imparti, l'offre ne pourra être considérée comme étant conforme.

ARTICLE 6. GROUPEMENT

En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint.

En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique (livre Ier - dispositions générales).

Pour chaque sous-traitant identifié dans l'offre, le formulaire DAST du CEA doit être complété et signé.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 8. VARIANTES

Conformément à l'avis de marché, **les variantes ne sont pas autorisées**.

ARTICLE 9. ECHANGES DEMATERIALISES

9.1 - Utilisation de la plate-forme dématérialisée du CEA

Le CEA transmettra toutes informations utiles au présent appel d'offres via la plate-forme dématérialisée PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), à l'adresse mail déclarée par le soumissionnaire lors de la procédure d'authentification et d'inscription.

Le CEA attire votre attention sur le fait :

- ✓ Qu'il incombe au soumissionnaire de s'assurer que l'adresse mail déclarée par ses soins lors de la procédure d'authentification et d'inscription est active et pertinente, au regard de l'organisation de l'entreprise.
- ✓ Que le téléchargement anonyme du DCE ne requérant pas d'adresse mail, il ne donne pas accès aux informations mises sur la plate-forme dématérialisée, en particulier les réponses apportées par le CEA aux questions des soumissionnaires ou les modifications du DCE.

Pour toute question, il vous est possible de vous référer à la rubrique AIDE de la plateforme PLACE ou de contacter le support au 01.76.64.74.07.

9.2 - Modalités d'échanges sur la plate-forme dématérialisée

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation est interdite pour les échanges d'information de niveau Secret (S) ou Très Secret (TS).

L'utilisation de la plate-forme de dématérialisation pour des documents « Diffusion Restreinte » est soumise aux conditions de « l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte-déclinaison en règle de sécurité informatique ». Dans ce cadre, les échanges seront encapsulés dans le conteneur ZED utilisé par le CEA lors de l'envoi des documents DR sur la plate-forme.

Les soumissionnaires sont informés que les échanges électroniques font l'objet d'accusés de réception horodatés par le destinataire.

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent transmettre une copie de sauvegarde, suivant des modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

9.3 – Consignes d'accès aux documents « Diffusion Restreinte » de l'appel d'offres ouvert

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est réparti en 2 types de documents :

- 1) Les documents librement accessibles, dits « de Diffusion Ouverte (DO) » sont sauvegardés dans le dossier de consultation.
- 2) Les documents de niveau Diffusion Restreinte présents dans les fichiers cryptés « B25-07050Lot1_DR.zed » pour le lot 1 et « B25-05958Lot2_DR.zed » pour le lot 2. Ces derniers sont accessibles après envoi de l'« Engagement du soumissionnaire protection information DR.pdf », qui se trouve dans le dossier de consultation **dument complété et signé pour chaque lot.** Ce dernier doit être envoyé par mail à l'adresse **mylene.metier@cea.fr** avec en copie les adresses mails suivantes :
 - **camille.simon@cea.fr**
 - **laurent.rauline@cea.fr**
 - **alexandre.ravault@cea.fr**

Suite à cet envoi, le soumissionnaire doit communiquer au CEA les coordonnées de la personne à laquelle il souhaite que le code soit transmis.

Une fois le code obtenu **et le DCE décompressé**, les fichiers DR.zed pourront être décryptés à l'aide du logiciel téléchargeable à l'adresse <https://www.primx.eu/zed-limited-edition.aspx>

9.4 - Remise du dossier (candidature et offre) sous format électronique

En cas de remise du dossier (candidature et offre) sous format électronique, celui-ci doit être déposé sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse indiquée ci-dessus (§8.1).

L'enveloppe électronique contenant la candidature et l'offre (présentées séparément et constituant le dossier) doit être un fichier unique au **format .zip** contenant les éléments mentionnés dans le présent règlement de consultation. Ces éléments sont impérativement des fichiers dans l'un des formats .pdf ou compatibles avec Microsoft Office 2003.

Chaque fichier sera nommé selon le contenu du fichier (ex : candidature ou offre_technique.pdf). Le nom donné à chaque enveloppe électronique de candidature et d'offre sera **candidature ou offre.nom _ société.objet _ consultation. (LOT 1 OU 2).zip**.

Pour mémoire, les documents Diffusion Restreinte sont remis sous conteneur zed. **Les mêmes mots de passe que ceux utilisés pour les fichiers DR.zed doivent être utilisés dans le cadre de la remise du dossier de candidature et d'offre.**

ARTICLE 10. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

10.1 - Constitution du DCE

Le DCE est constitué des documents suivants :

- L'avis de marché,
- Le présent règlement de consultation,
- Les documents applicables,
- L'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information protégée par la mention Diffusion Restreinte,

Et plus particulièrement par lot :

Pour le LOT 1 – B25-07050 – Modulaires pour la base vie des entreprises extérieures :

- Le Cahier des Spécifications Techniques Particulières référencé DR 456 en date du 15/09/2025, ses annexes et documents applicables (Diffusion Restreinte),
- Le projet de marché Lot 1 et ses documents afférents,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (Diffusion Restreinte),
- Le carnet d'aménagement (localisation de la base vie non contractuelle) (Diffusion Restreinte).

Pour le LOT 2 – B25-05958 – Modulaires pour la base vie des compagnons :

- Le Cahier des Spécifications Techniques Particulières référencé DR 260 en date du 12/06/2025, ses annexes et documents applicables (Diffusion Restreinte),
- Le projet de marché Lot 2 et ses documents afférents,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) (Diffusion Restreinte),

10.2 - Modalités de mise à disposition du DCE

En application de l'article R2132-2 du code de la commande publique, les documents constitutifs du DCE sont disponibles, sous forme de fichiers, sur la plate-forme de dématérialisation. La version PDF prévaut sur la forme numérique native, qu'il s'agisse du même document ou de la même information sous deux documents différents.

10.3 - Acceptation du DCE

Le fait de soumissionner à la présente consultation, emporte pleine acceptation de la procédure et de l'ensemble des documents constitutifs du DCE.

ARTICLE 11. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

11.1 - Visite du site

Sans objet.



11.2 - Questions posées par les soumissionnaires

Le CEA impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit. Les échanges de questions / réponses seront effectués en utilisant les fonctionnalités de messagerie électronique disponibles sur la plate-forme de dématérialisation du CEA.

Pour rappel, les modalités d'échange sur la plate-forme dématérialisée figurent à l'article 8.2.

Les questions seront posées via un fichier navette (EXCEL au format .xlsx). Ce fichier sera unique, conservera la trace de toutes les questions posées et réponses apportées et prendra la forme suivante :

N° d'ordre	Document du DCE concerné par la question	Page et Paragraphe du document	Question du soumissionnaire	Réponse du CEA

De manière générale, aucune information importante ne sera portée dans les textes des mails. Ceux-ci sont à considérer comme un « service courrier » permettant des envois et réception de pièces jointes.

Questions des soumissionnaires : Toutes les questions devront être adressées à l'interlocuteur CEA au plus tard à la date figurant en première page du présent règlement de consultation .

Réponses du CEA aux questions des soumissionnaires : La date au plus tard de réponses aux questions est indiquée en première page du présent règlement de consultation .

Le CEA s'engage à répondre aux questions des soumissionnaires et, à des fins d'égalité de traitement, à communiquer les réponses à l'ensemble des soumissionnaires sauf s'il convient de préserver la confidentialité des démarches innovantes du soumissionnaire. Dans ce cas, le soumissionnaire concerné devra explicitement informer le CEA du caractère confidentiel de sa demande et le motiver. Si le caractère innovant est avéré, ces questions/réponses ne seront envoyées qu'au soumissionnaire concerné.

11.3 - Modifications du DCE

Le CEA se réserve le droit d'apporter des modifications au DCE, au plus tard à la date de remise des réponses du CEA aux questions des soumissionnaires (cf. page 1 du présent règlement de consultation).

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du DCE modifié.

11.4 - Date de réception des candidatures et des offres

La date et l'heure limite de réception des dossiers (candidatures et offres) sont précisées en page 1 du présent règlement de consultation.

Aucune dérogation à cette date ne sera admise, sauf en cas de report dûment notifié par le CEA. Passé ce délai, le dossier (candidature et offre) ne sera pas pris en considération pour la consultation en objet et sera donc éliminé.

11.5 - Demandes de précision sur les dossiers

Le CEA se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur dossier (candidature et offre).

11.6 - Audition des soumissionnaires

Postérieurement à la remise des offres, le CEA se réserve la possibilité d'auditionner séparément chaque soumissionnaire ayant remis une offre conforme. Ce dernier sera invité à présenter oralement son offre dans le but d'apporter des précisions et des compléments d'informations. L'audition aura lieu dans les locaux du CEA à Monts (37).

Par souci d'égalité, la durée de ces auditions et le nombre de participants seront limités et identiques pour les soumissionnaires, soit au maximum 1 heure et 2 représentants par offre. Les soumissionnaires veilleront à s'assurer de la présence du responsable de contrat pressenti.

11.7 - Critères de recevabilité des candidatures et de sélection des offres

11.7.1 Critères de recevabilité des candidatures

Les critères de recevabilité des candidatures sont définis dans l'avis de marché.

11.7.2 Critères de sélection des offres conformes

Pour chaque lot, le CEA retiendra l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères décrits ci-après en cohérence avec le paragraphe suivant :

Grille fournie à titre indicative/ à adapter à chaque marché.

Critères	Pondération
Prix *	45 %
Pertinence Technique	15 %
Délais	30 %
Engagements environnementaux et sociaux	10%

*Pour chaque lot, le comparatif des offres financières sera faite sur le montant total hors taxes de la DPGF dûment complétée.

L'analyse des offres est faite pour chaque lot séparément.

11.8 - Informations des soumissionnaires suite au choix du CEA

Les soumissionnaires dont l'offre n'aura pas été retenue, seront informés par écrit.

Pour ces soumissionnaires, les documents du DCE de niveau DR (Diffusion restreinte) doivent être détruits comme indiqué dans la lettre « engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » et conformément à la lettre de rejet de l'offre, après la fin de la procédure. Dans ce cadre, les soumissionnaires non retenus devront envoyer au CEA une attestation sur l'honneur de destruction ou d'effacement des documents.

ARTICLE 12. PRESENTATION DU DOSSIER

12.1 - Présentation de la candidature

Le contenu de la candidature à remettre au CEA est décrit de manière exhaustive dans l'avis de marché au point 2.1.4. « Informations générales », et ci-après :

- **le formulaire DC1** (Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent ;
- **Le formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent.

Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente ».

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ;
- en tant que membre de plusieurs groupements.

Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables..

12.2 – Présentation de l'offre

Pour chaque lot, le soumissionnaire devra impérativement remettre une offre comportant a minima les éléments listés ci-dessous en respectant la décomposition par rubrique donnée ci-après. Dans le cas où le soumissionnaire désire présenter des éléments en annexe d'une rubrique, ces annexes devront impérativement être regroupées à la fin de ladite rubrique et non pas être reléguées en fin des documents de l'offre.

L'offre doit, pour être prise en considération, être en tout point conforme aux exigences contractuelles et techniques du DCE.

L'offre doit se présenter de la façon suivante :

12.2.1-Dossier n° 1 : Pièces administratives :

- ✓ Les **coordonnées de l'interlocuteur** du soumissionnaire (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Email).
- ✓ Le cas échéant, **la convention ou le projet de convention de groupement** précisant clairement la répartition des prestations confiées à chaque membre du groupement.
- ✓ Le cas échéant, les **demandes d'acceptation de sous-traitance**

- ✓ **L'avis favorable d'enquête administrative** ou une **preuve de dépôt du dossier complet** de demande d'enquête administrative – lr.ccg@cea.fr – voir les modalités à l'article 5 du présent règlement de consultation.

12.2.2-Dossier n° 2 : Proposition financière :

- ✓ Une **proposition financière détaillée** établie selon la décomposition du marché, y compris les taux horaires et coefficients d'approvisionnement et de sous-traitance complétés le cas échéant.
- ✓ Un **fichier informatique comprenant les tableaux de chiffrage fournis dans le DCE** (cf. fichier « B25-07050_DPGF Lot 1.xlsx » et « B25-05958_DPGF Lot 2.xlsx ») dûment remplis sera obligatoirement fourni avec l'offre sous format XLS. Les onglets de la grille de prix ne doivent pas être modifiés, le détail des calculs peut être reporté dans des onglets supplémentaires. **Une version pdf sera également jointe.** La version pdf prévaut sur la forme numérique native.

12.2.3-Dossier n° 3 : Proposition technique :

Pour chaque lot, la proposition technique comprendra les chapitres suivants :

Chapitre 1 : Descriptif technique des équipements :

- L'organisation mise en place pour l'exécution des prestations et assurer la livraison des fournitures,
- Les moyens humains et matériels en fonction des délais et du plan de charge sur la durée du marché

Chapitre 2 : Délais

- un planning précis des délais de livraison,
- un planning détaillé mettant en évidence les différentes de phases et jalons de l'affaire.

Chapitre 3 – Engagement environnementaux et sociaux

Les mesures de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) proposées par le soumissionnaire **en lien direct avec le marché** à travers :

- **Une note environnementale** décrivant les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de la prestation afin de limiter voire éviter tout impact environnemental de la prestation, par exemple :
 - La limitation des émissions de GES, notamment celles dues aux transports (y compris origine des matières premières), déplacements des personnes (y compris la formation à l'éco-conduite ou le télétravail),
 - La promotion de l'écoconception,
 - La consommation responsable de l'énergie et des ressources naturelles,

Nota : Ces mesures feront objet d'un suivi régulier dans le cadre du marché.

ARTICLE 13. REMISE DU DOSSIER (CANDIDATURE ET OFFRE) DU SOUMISSIONNAIRE

Le dossier (candidature et offre) du soumissionnaire devra parvenir au CEA au plus tard avant la date et heure indiquée sur la première page du présent règlement de consultation sous format électronique, sauf cas particuliers (cf. §12.2).

13.1 - Remise du dossier (candidature et offre) sur la plateforme de dématérialisation

Le dossier (candidature et offre) doit impérativement être déposé sur la plate-forme de dématérialisation PLACE à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> selon les recommandations figurant ci-avant.

Toute offre remise de façon dématérialisée en dehors de la plateforme PLACE sera refusée.

13.2 - Cas particuliers

Seuls les documents DR ne pouvant pas être remis par voie électronique (sous conteneur zed) sont remis par courrier ou coursier sous double enveloppe, dans le respect de la date et l'heure limite de réception des offres précisées dans la lettre d'invitation à soumissionner.

L'enveloppe extérieure indiquera l'adresse du CEA précisée ci-dessous.

L'enveloppe intérieure comportera la mention

Pour le lot 1 : « CONSULTATION : - B25-07050 - NE PAS OUVRIR »,

Pour le lot 2 : « CONSULTATION : - B25-05958 - NE PAS OUVRIR »,

en caractères majuscules, et la dénomination sociale du soumissionnaire.

- Envoi par courrier recommandé :

<p>CEA/CENTRE DAM-LE RIPAULT</p> <p>DSAT/SG/BACO</p> <p>À l'attention de Mme MÉTIER Mylène</p> <p>Place Raoul Dautry – BP 16</p> <p>37260 MONTS</p> <p>FRANCE</p>

- Envoi par coursier : Aucun dossier ne pourra être remis en main propre au BACO. Les plis sont à remettre à la réception du centre dont les horaires d'ouverture sont 9h00 et 12h00.

<p>CEA/CENTRE DAM-LE RIPAULT</p> <p>DSAT/SG/BACO</p> <p>À l'attention de Mme MÉTIER Mylène</p> <p>Place Raoul Dautry – BP 16</p> <p>37260 MONTS</p> <p>France</p>

ARTICLE 14. VALIDITE DES OFFRES

Les prix mentionnés dans l'offre du soumissionnaire sont établis hors taxes aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation. Les offres sont valables **12 mois** à compter de la date de remise des plis.

ARTICLE 15. DISPOSITION GENERALES

15.1 - Indemnité

Le soumissionnaire n'aura droit à aucune indemnité pour les frais divers engagés pour la préparation de son offre.

15.2 - Utilisation de la langue française

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français.

15.3 - Confidentialité

Les soumissionnaires s'engagent à traiter l'information contenue dans le DCE de manière confidentielle et à ne la divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres pour l'établissement de leur offre. Elles répondent du respect de ce caractère confidentiel par toute entreprise contactée dans le cadre de cette consultation. Toute autre diffusion d'information émanant de la présente consultation ne pourra être faite sans l'accord préalable du CEA.

De même, les soumissionnaires sont tenus de respecter le caractère secret ou confidentiel de toute autre information émanant du CEA ou d'autres industriels, dont elles pourraient avoir connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'établissement de leur offre.

Le DCE est la propriété du CEA.

15.4 - Propriété, conservation de l'offre

Pour les soumissionnaires non attributaires, il sera fait application des dispositions prévues à l'article R2184-12 du code de la commande publique.

Pour le soumissionnaire attributaire, l'offre devient une pièce contractuelle du marché à titre supplétif et est de plein droit la propriété du CEA, à l'exclusion des droits de propriété intellectuelle et industrielle dudit soumissionnaire attributaire.

15.5 - Droits de propriété intellectuelle

Les soumissionnaires indiqueront les droits de propriété intellectuelle et titres de tous ordres qu'ils entendent utiliser dans l'exécution du marché. En particulier, ils mentionneront ceux qui conditionnent, le cas échéant, la réalisation du marché. Les soumissionnaires justifieront de pouvoir bénéficier librement des droits d'exploitation relatifs à ces propriétés intellectuelles.

Toute situation particulière dans ce domaine devra être mentionnée dans la proposition, précisant les droits et obligations du soumissionnaire, leur durée, l'impact potentiel sur le marché.

15.6 - Documents relatifs au respect de la réglementation fiscale et sociale à fournir par l'attributaire du marché

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, l'entreprise retenue par le CEA devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner avant l'attribution du marché.

Dans le cas où le soumissionnaire retenu ne produirait pas ces documents dans le délai fixé par le CEA, son offre sera rejetée sans autre formalité.

15.7 - Droit d'accès à la base fournisseurs

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA a mis en place une base fournisseurs. Celle-ci est susceptible de contenir quelques informations nominatives relatives à des personnes physiques qui figurent dans les dossiers de candidature ou d'offres remis par les entreprises. Ces informations sont les suivantes : le nom, la fonction et le numéro de téléphone des personnes à contacter au sein des entreprises titulaires des marchés cités par les entreprises candidates à titre de référence.

L'entreprise qui se verra attribuée le marché devra informer les concernés dont elle aurait pu communiquer certaines données personnelles dans le cadre de la procédure d'achat, de l'existence de ce droit et de ces modalités d'exercice auprès du CEA.

Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier ou fax à :

CEA Centre DAM – Ile de France Chef du Service Achats et Politique Industrielle (SAPI) Bruyères le Chatel 91297 Arpajon Cedex FRANCE Fax : +331 69 26 70 09

Les modifications demandées seront effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée par courrier au demandeur.